



Trump et les missions confiées au futur roi de la Saoudie salmanienne

Par [Nasser Kandil](#)

Mondialisation.ca, 13 novembre 2017

Textes et émissions de Nasser Kandil

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Traduction : « *Trahison : Trump vient de signer un contrat d'armement de 460 milliards de dollars avec l'Arabie saoudite, permettant que des armes américaines soient utilisées pour des crimes de guerre contre des civils yéménites. Que s'est-il passé ? En 2011, dans son livre, Trump a écrit ceci à propos de l'Arabie saoudite : "C'est le plus grand bailleur de fond du terrorisme. L'Arabie saoudite canalise nos pétrodollars, notre propre monnaie, pour financer les terroristes qui cherchent à détruire notre peuple, alors que les Saoudiens comptent sur nous pour les protéger"».*

Auteure : Madame Tulsi Gabbard ; membre du Parti démocrate et représentante du deuxième district d'Hawaï à la Chambre des représentants des États-Unis ; Tweet du 21/05/2017, suite au discours de Donald Trump à Ryad, blanchissant les Saoudiens et accusant les Iraniens de financer et d'entraîner des terroristes, des milices et autres groupes extrémistes qui propagent destruction et chaos du Liban à l'Irak et jusqu'au Yémen... [1]

Que s'est-il passé ? Voici une analyse résumée à partir des derniers articles et émissions de M. Nasser Kandil. Il semble qu'elle réponde en grande partie à la question [NdT].

Les réalités et l'équilibre des forces sur le terrain suggèrent que l'alliance américano-saoudo-israélienne n'est pas prête à se lancer dans la folie d'une guerre majeure au Moyen Orient, mais n'excluent pas qu'elle tente d'arriver à ses fins par une guerre de moindre intensité sur un front judicieusement choisi, afin de rééquilibrer la situation actuellement favorable aux forces de la Résistance et à leur allié russe.

Une équation complexe que l'alliance a dernièrement tenté de résoudre en soutenant les séparatistes kurdes, en empêchant la reprise d'Al-Boukamal des mains de Daech par l'Armée syrienne, en envisageant une guerre limitée au sud de la Syrie et au sud du Liban. Mais tous ces plans se sont révélés être des raccourcis vers la confrontation globale.

En effet, le soutien du projet des séparatistes kurdes en Irak risquait de rapidement mener à une guerre ouverte avec, au minimum, l'Iran, l'Irak et la Turquie ; l'insistance des États-Unis à empêcher la convergence des armées syrienne et irakienne et des forces de la Résistance à Al-Boukamal, en déclarant que la frontière syro-irakienne était une ligne rouge, signifiait l'entrée en guerre avec la Syrie, l'Iran, le Hezbollah et le Hachd al-Chaabi irakien, avec la Russie en renfort ; tandis qu'une guerre contre le sud de la Syrie ou le sud du Liban mettrait

Israël sous le feu de milliers de missiles lancés à partir du Liban, de la Syrie et de l'Iran.

Mais les guerres ne sont pas affaire d'amateurs surtout quand il s'agit d'aventuriers tels ceux qui ont planifié une guerre perdue d'avance, comme au Yémen. Les erreurs pouvant être fatales, le président américain Donald Trump, le prince héritier saoudien Mohammad ben Salmane et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu jouent leur propre partition, mais dans les limites autorisées par les décideurs de l'armée et du renseignement des États-Unis.

Or, les États-Unis, la Russie, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Israël et les pays alliés aux uns ou aux autres manœuvrent dans une zone géographique allant de la Russie au pays du Golfe, et de l'Iran à la mer Méditerranée.

Une zone comprise au sein d'un espace géographique traditionnellement défini comme le « Moyen-Orient », les États-Unis ayant tenté de l'élargir au « Grand Moyen-Orient », considéré comme leur espace vital et leur zone d'influence exclusive [2]. C'était sans compter avec l'irruption inattendue de la Russie devenue l'acteur principal dans la région, notamment parce qu'après le démantèlement de l'Union soviétique, les États-Unis se sont révélés incapables de régler à eux seuls les conflits entre les nations.

Une région immensément riche correspondant, plus précisément à celle définie par la vision stratégique des « cinq mers » développée dès 2004 par le Président Bachar al-Assad [3]. En effet, c'est effectivement au sein de cette région précise que se déroulent les luttes et les guerres directes ou indirectes qui semblent devoir aboutir à un nouvel ordre régional et, en conséquence, à un nouvel ordre mondial.



Cinq mers et donc « cinq espaces vitaux » où les États-Unis ne sont plus des acteurs décisifs :



- **Mer Caspienne** : où le conflit s'est soldé en faveur de deux joueurs majeurs, l'Iran et la Russie ; le Kazakhstan ayant accueilli en sa capitale, Astana, les réunions sur la Syrie sous direction de la Russie, alors qu'il accueillait les avions israéliens destinés à frapper l'Iran et se préparait à concurrencer le pétrole russe en Europe via un pipeline en direction de la Turquie ; et l'Azerbaïdjan ayant récemment signé, à Téhéran, un accord trilatéral de coopération stratégique avec l'Iran et la Russie, alors qu'il était dans le giron de la Turquie.
- **Mer Noire** : où la guerre sur la Syrie et la sécurité nationale ont poussé la Turquie à revoir ses alliances et à réévaluer ses intérêts, de telle sorte qu'elle est désormais impliquée, en partie, dans le dispositif russo-iranien en dépit de son appartenance à l'OTAN et malgré son conflit ancestral avec la Russie.
- **Golfe persique** : où une guerre serait catastrophique pour tous, l'Iran et les États-Unis étant face à face via la flotte de guerre américaine.
- **Mer Méditerranée** : où une guerre serait encore plus catastrophique, cet espace étant devenu un lac international avec la présence des Américains, des Français, des Britanniques, des Italiens, des Espagnols, des Russes, des Turcs, des Syriens, des Israéliens...
- **Mer Rouge** : finalement, le seul espace où il est encore possible de modifier l'équilibre des forces, a priori sans risquer une confrontation globale, et donc le dernier espace qui permettrait aux États-Unis de mener la guerre par procuration dont ils ont besoin.

Or sont présents autour de la mer Rouge : la Chine à Djibouti ; l'Iran en Erythrée, comme l'affirment les Américains, les Saoudiens et les Israéliens ; l'Arabie Saoudite ; l'Égypte ; l'Israël et le Yémen.



I. MISSION AU YEMEN : arracher le port d'Al-Hodeida aux mains d'Ansarallah

Mais seuls l'Égypte et le Yémen tiennent les deux bouts nord et sud de la mer Rouge. Par conséquent la maîtrise de cette mer par les États-Unis implique la présence saoudienne sur la côte yéménite, notamment à Al-Hodeida, et du même coup réduit le rôle de l'Égypte à la neutralité.

La « guerre d'Al-Hodeida » est donc cette guerre limitée, choisie pour éviter une guerre majeure dans laquelle les États-Unis et les Israéliens savent ne pas pouvoir s'impliquer. Si le Saoudien l'emporte, ce sera un bénéfice pour ladite Coalition internationale. S'il est défait, il sera le seul à en subir les conséquences, d'autant plus qu'il a déjà été largement indemnisé par la couverture de sa campagne contre ses cousins, dépouillés de leurs fortunes par une nuit sans lune.

II. MISSION EN SYRIE : dissimuler les envahisseurs de Raqqa sous une identité arabe

Fin octobre, le ministre saoudien Thamer Al-Sabhan est apparu à Raqqa en compagnie du général américain Brett McGurk nommé par Trump pour diriger ladite coalition internationale. Son rôle consistait à convaincre les habitants de la région, majoritairement arabes, d'accepter l'occupation de la ville par lesdites Forces Démocratiques Syriennes [FDS] essentiellement kurdes. En d'autres termes, le Saoudien était chargé de légitimer les séparatistes kurdes, lesquels couvrent la présence illégitime des soldats de la coalition en territoire syrien.

III. MISSION AU LIBAN : écarter le Hezbollah pour satisfaire Israël

Au Liban, l'équation est la suivante : reconnaissance par l'Arabie saoudite des victoires du Hezbollah en Syrie, contre la reconnaissance par l'Iran des victoires de l'Arabie saoudite au Yémen après la prise d'Al-Hodeida.

Ce qui fait que la démission du Premier ministre libanais Saad Hariri, dictée par l'Arabie saoudite, vise deux objectifs. D'une part, pousser le gouvernement libanais à lever la légitimité politique du Hezbollah à moins qu'il ne se retire de Syrie, comme l'exige Israël. D'autre part, dissuader l'Iran d'intervenir dans la guerre d'Al-Hodeida, dissuasion préventive concomitante avec la fermeture des eaux territoriales yéménites et les accusations portées contre l'Iran quant à sa prétendue contribution aux frappes de missiles yéménites sur le territoire saoudien.

IV : Réaction à l'entretien de Saad Hariri, diffusé par Al-Moustaqbal TV libanaise en direct de Riyad, ce 12 octobre

Mis à part le fait que cet entretien [4] prouve que Saad Hariri est retenu contre son gré, nous notons qu'il a annoncé la rupture du compromis national conçu au début du sextennat. Une annonce dictée par l'Arabie saoudite, puisque ce compromis n'est toujours pas rompu. Son discours a essayé de nous en convaincre, mais nous ne sommes pas convaincus parce que nous en connaissons la teneur : coexistence et pluralisme politique à la grande satisfaction de Hariri, jusqu'à sa démission forcée.

Par ailleurs, il est clair qu'en forçant Hariri à tenir ce discours, l'Arabie saoudite cherche à obtenir un nouveau compromis dont le contenu est inacceptable, vu qu'il vise à intégrer le Liban dans l'axe saoudien et son conflit avec l'Iran. Ce qui signifie que Hariri ne reviendrait pas pour un nouveau compromis, mais pour confirmer sa démission, jusqu'aux prochaines élections parlementaires, auxquelles il participera.

Entretemps, il se sera débarrassé des alliés de son propre camp qui se sont précipités depuis sa démission pour toucher son héritage, aura retrouvé l'adhésion populaire qui lui a manqué avant cette épreuve ; ce qui lui permettra d'écarter nombre de concurrents du prochain parlement. Tout cela grâce à ceux qui sont censés être des rivaux du camp opposé !

Conclusion :

Tels sont les trois buts tactiques des missions confiées par Trump à Ben Salmane. C'est bien lui qui a donné les ordres pour leur mise à exécution. Finalement, il est le meilleur associé de Trump dans la région des « cinq mers ». La récompense attendue étant le trône de la Saoudie salmanienne. Il n'empêche que, pour le moment, Ben Salmane collectionne les échecs. En effet :

- Son premier pari était de sortir victorieux de sa guerre contre le Yémen, puis de déclarer triomphalement avoir éjecté l'Iran du Golfe, avant de montrer sur le trône. Il a échoué.
- Son deuxième pari était de se présenter comme l'agent exclusif de Trump dans le Golfe, en donnant un coup de grâce au Qatar. Il a échoué.
- Son troisième pari était d'exploiter la carte confessionnelle libanaise afin de couvrir la guerre projetée par les États-Unis et l'Israël contre le Hezbollah. Il a doublement échoué. Une première fois lorsque, par la détention de Hariri, il a espéré mobiliser ses coreligionnaires libanais, inféodés à l'Arabie saoudite, mais les a entendus répondre : « Messieurs les Saoudiens, ne touchez pas à Hariri ! » au lieu de déclarer la guerre au Hezbollah. Une deuxième fois lorsqu'il a constaté la solidarité des Libanais, notamment avec la décision de la Présidence et du Hezbollah de n'envisager l'« après Hariri » qu'après sa libération et son retour au Liban. Ce qui fait que l'hypothèse d'un soulèvement contre le Hezbollah s'est transformée en une révolte contre l'Arabie saoudite.

Reste à savoir dans quelles limites les États-Unis et l'Israël sont toujours disposés à répondre à ses appels à la guerre...

Synthèse proposée par Mouna Alno-Nakhal pour [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca)

Sources :

[1] 60 minutes avec Nasser kandil ; émission du 06/10/2017

<https://www.youtube.com/watch?v=CAfeLb8X-WI>

[2] 60 minutes avec Nasser kandil ; émission du 10/11/2017

<https://www.youtube.com/watch?v=IpoJ3J2gpZI&feature=youtu.be>

[3] Article du 09/11/2017

https://topnews-nasserkandil.com/final/Full_Article.php?id=7997

[4] Brève du 11/11/2017

https://topnews-nasserkandil.com/final/Full_Article.php?id=8004

[5] Article 13/11/2017

https://topnews-nasserkandil.com/final/Full_Article.php?id=8015

Notes :

[1] Discours de Donald Trump à Riyad

http://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/direct-en-arabie-saoudite-donald-trump-doit-prononcer-un-discours-sur-l-islam_2200858.html

[2] le Grand Moyen-Orient

https://fr.wikipedia.org/wiki/Grand_Moyen-Orient

[3] Bachar al-Assad, personnalité arabe de l'année

http://www.neworientnews.com/archive1/news/fullnews.php?news_id=18975

[4] Entretien avec Saad Hariri en direct de Riyad ; 20/11/2017

https://www.youtube.com/watch?v=XSe_qvQpc9E

Nasser Kandil est un homme politique libanais, ancien député, Directeur de Top News-

nasser-kandil, et Rédacteur en chef du quotidien libanais « Al-Binaa ».

La source originale de cet article est Textes et émissions de Nasser Kandil
Copyright © [Nasser Kandil](#), Textes et émissions de Nasser Kandil, 2017

Articles Par : [Nasser Kandil](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca